

PROFESSION DE FOI



En ce début d'année 2025, la situation des universités est particulièrement grave. Comme tous les services publics, elles risquent de subir des coupes budgétaires massives alors que 80 % d'entre elles sont déjà déficitaires. À l'UBE, le budget initial affiche un solde budgétaire déficitaire de 18,8 millions d'euros. Ces élections aux conseils centraux offrent une occasion d'exprimer nos revendications et de débattre de l'avenir de l'enseignement supérieur et de sa place dans un monde bouleversé par les crises sociales et écologiques. Nous serons vigilant-es et nous continuerons de résister aux politiques qui visent à détruire les services publics, à généraliser la précarité et à étouffer l'esprit de solidarité. Nous devons trouver les moyens de reconstruire une université de service public, libre et critique, recentrée sur ses missions que sont l'élaboration, la diffusion et la préservation des savoirs critiques, indispensables pour penser et agir dans le monde qui vient.

Nous indiquons ici quelques résultats obtenus grâce à nos élu·es et élu·es aux conseils centraux de l'uB lors de la courte précédente mandature ainsi que nos principaux engagements. Vous trouverez les analyses dont ils découlent ainsi que nos listes de candidates et candidats sur notre site : <https://snesup-bourgogne.org/ube2025/>

Quelques résultats obtenus :

Motions proposées par nos élu·es et élu·es aux Conseil d'Administration et au Conseil Académique et toutes adoptées à l'unanimité :

- sur la situation budgétaire aux CA des 13 mars et 16 décembre 2024,
- sur la réforme de la formation initiale des enseignants au CA du 9 avril 2024,
- sur l'environnement au CAC du 30 avril 2024,
- sur le conflit israëlo-palestinien aux CA des 13 mars et 16 décembre 2024.

Recherche – Nos engagements

- défendre la liberté académique et l'octroi aux personnels des moyens et des conditions de mener des travaux sans pression de rentabilité immédiate ;
- défendre l'indépendance de la recherche en renforçant les budgets récurrents pour les équipes ;
- lutter pour rendre le temps de recherche (meilleure reconnaissance des responsabilités, décharges, création de postes support, etc.) ;
- rééquilibrer la distribution des financements en mettant fin à la politique de concentration des moyens sur une minorité ou sur des thématiques prioritaires ;
- défendre, à la Commission Recherche et au Conseil Académique, la transparence et l'équité s'agissant des « avancements locaux » et attributions de primes RIPEC ;
- être attentives et attentifs au mal-être des personnels quel que soit leur statut, les accompagner et les soutenir dans le cadre de procédures de conciliation équitables.

Précarité – Nos engagements

- Tout mettre en œuvre pour la titularisation par création des postes nécessaires sur des tâches pérennes ;
- Refuser la création de nouvelles CPJ ;
- mettre en œuvre de façon systématique la mensualisation de la rémunération ;
- Appliquer pour l'ensemble des non-titulaires le principe « à travail égal rémunération égale » (salaire, primes, durée de travail, etc.) ;
- Agir pour que les vacataires obtiennent l'égalité des droits sociaux (par exemple en cas de maladie).

Les principes que nous défendons :

- Rompre avec la concurrence généralisée pour une université de service public ;
- Améliorer les conditions de travail et d'études ; lutter contre les risques psycho-sociaux et les violences sexistes et sexuelles ;
- Procéder à des recrutements sur statuts nationaux ;
- Transparence sur les dotations entre composantes en volume et en enseignants ;
- Remettre les libertés académiques et les connaissances au centre de l'université ;
- Agir pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Enseignement – Nos engagements

- Défendre un enseignement supérieur de service public face à la marchandisation croissante de la formation ;
- Défendre l'accès à l'Université dans les formations qui ne sont pas en tension, c'est-à-dire la grande majorité de nos licences ;
- Maintenir des contenus disciplinaires solides et cohérents, en refusant toute « vente à la découpe » de nos disciplines ;
- Défendre les formations à petits effectifs sans nous abriter derrière une logique comptable mortifère ;
- Ne pas mettre en pratique la hausse des frais d'inscription pour les étudiantes et étudiants extra-communautaires.

Environnement – Nos engagements

- Œuvrer pour que tous les étudiantes et étudiants aient bien accès à une formation sur les enjeux environnementaux, que son financement soit pérenne et n'impose pas de contrepartie aux formations ;
- Considérer la rénovation des bâtiments et les actions de réduction de notre impact sur l'environnement comme des missions à part entière de l'université ;
- Travailler avec la CR pour faciliter les échanges entre disciplines au service des questions environnementales et trouver les meilleurs moyens de faire se rencontrer des spécialistes de domaines variés autour de ces enjeux ;
- Lancer des assises de la mobilité, pour consulter l'ensemble de la communauté sur des mesures concrètes concernant l'impact des déplacements professionnels.